

Questions orales

M. Nielsen: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il ne s'agit pas là du seul rapport que le ministre cache aux députés et aux Canadiens. D'après un rapport du ministère de l'Expansion économique régionale, la participation canadienne pourrait être ramenée à 67 p. 100 avec des politiques identiques à celles que le gouvernement a prévues dans le projet de loi dont nous sommes saisis. Le vice-premier ministre est-il maintenant disposé à nous dire la vérité et à diffuser immédiatement ce rapport afin que les députés puissent comparer les déclarations et les promesses qu'il a faites hier aux prédictions de ses collaborateurs.

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le député sait bien que toutes sortes de mémoires, de rapports et de communiqués sont préparés pour la gouverne du cabinet. Il n'est pas habituel de déposer ce genre de documents. Néanmoins, je vais voir quels renseignements peuvent être communiqués à la Chambre. En ce qui concerne le rapport dont il a été question à la Chambre et à l'extérieur de la Chambre, il est vrai que le ministère a mis au point un scénario «du pire», qui prévoit ce qui arriverait dans le pire des cas, si le contenu canadien ne dépassait pas le pourcentage mentionné par le député. C'est à mon avis une démarche très utile car nous pouvons ainsi connaître nos points faibles et les mesures que nous pouvons prendre pour résoudre les problèmes qui peuvent surgir.

En ce qui me concerne, je maintiens ce que j'ai déjà dit si souvent et qui a été confirmé par ceux qui se proposent de construire le pipe-line: la réalisation de ce projet représentera pour le Canada 100,000 années-hommes.

● (1422)

M. Nielsen: Si le vice-premier ministre et le gouvernement n'ont rien à cacher, je m'explique difficilement toute cette dissimulation. En sa qualité de leader du gouvernement à la Chambre, le vice-premier ministre pourrait-il maintenant assurer sans équivoque à la Chambre que le gouvernement appuiera sans réserve toutes les requêtes que présentera le comité spécial chargé d'étudier les dispositions du bill sur le pipe-line quand il voudra assigner des témoins à comparaître ou faire produire des documents au cours de ses travaux?

M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur; je n'entends pas anticiper sur les délibérations auxquelles le comité donnera lieu et m'engager sans réserve à accepter des requêtes dont je ne connais rien.

* * *

LES AFFAIRES URBAINES**LE PROGRAMME DE MODERNISATION DES INSTALLATIONS PORTUAIRES DE LA VILLE DE QUÉBEC—L'APPLICATION À D'AUTRES VILLES**

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, étant donné le caractère pertinent quoique tardif de ses questions au sujet des manœuvres dissimulatoires du gouvernement autour de la question du pipe-line, je ne puis comprendre que le député du Yukon ait donné hier au gouvernement l'assurance que les Conservateurs allaient adopter rapidement ce bill.

[M. MacEachen.]

J'ai une question à l'intention du vice-premier ministre. Hier, monsieur l'Orateur, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines en visite à Québec en compagnie de cinq autres ministres fédéraux a annoncé un programme de modernisation des installations portuaires de cette ville pour un montant de 42 millions de dollars.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Étant donné la nécessité précisément de tels programmes à une époque où plus d'un million de Canadiens sont en chômage, le vice-premier ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il s'agit là d'un élément d'un programme de travaux qui s'appliquera à d'autres villes canadiennes, ou tout simplement de traditionnels procédés électoraux des Libéraux en quête de votes dans la province de Québec?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, ce programme fait déjà partie d'un groupe de projets de création d'emplois supplémentaires au pays. Le député ferait bien de se mettre à jour au sujet de certaines suggestions positives proposées à la conférence fédérale-provinciale, et qu'a appuyée avec enthousiasme le premier ministre de la Saskatchewan, dont le pipe-line de l'Alcan qu'il a décrit comme un projet clé qu'on devrait lancer sans tarder.

Des voix: Bravo!

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES**LE PIPE-LINE DU NORD—LES PERSPECTIVES D'EMPLOIS POUR LES CANADIENS**

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, le vice-premier ministre est vraiment prêt pour le Sénat. Je lui rappellerais ce qu'a déclaré le premier ministre de la Saskatchewan à la conférence en question, soit qu'il faut garantir des emplois et des avantages spéciaux aux Canadiens, ce qui semble avoir échappé au vice-premier ministre. Plus précisément, le premier ministre a promis, en 1974, d'une part 290 millions de dollars d'assistance aux transports urbains pour aider les villes, non seulement au Québec, mais par exemple Halifax, Vancouver et Toronto, et d'autre part, il a promis, toujours en 1974, à Winnipeg, des services d'entretien d'avions qui garantiraient 800 emplois. Le hangar de la ville de Winnipeg est demeuré vide à la suite de cette promesse et aucune ville n'a reçu d'aide pour les transports urbains.

J'aimerais demander sérieusement au vice-premier ministre si, après la déclaration qui a été faite à Québec hier, le gouvernement du Canada a vraiment l'intention de tenir la promesse qu'il a faite il y a quatre ans à d'autres villes canadiennes, et cela avant les prochaines élections?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si le député ne choisit pas mieux ses renseignements, il ne va pas tarder à être bon pour l'arrière-banc.

Des voix: Oh, oh!